



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

Commune de Saint-Julien-les Villas

Préalablement au vote du budget primitif 2026, le débat d'orientation budgétaire présente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif. Selon la jurisprudence, la tenue du ROB constitue une formalité substantielle. Conséquence, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entaché d'illégalité.

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le ROB ne peut intervenir ni le même jour ni à la même séance que le vote du budget.

Les objectifs du débat d'orientation budgétaire :

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité
- Informer sur la situation financière.

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport (ROB) sur :

- * Le Les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement),
- * les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- * la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget.

Le rapport donne lieu à vote après débat.

CONTEXTE GENERAL : situation économique et sociale

Faible Croissance, multiples défis

L'économie mondiale a fait preuve d'une résilience notable en 2025, avec de meilleurs résultats que prévus malgré des chocs répétés et une incertitude accrue. La question clé est maintenant de savoir si cette résilience perdurera en 2026. Le *rapport World Economic Situation and Prospects 2026* — qui sera publié le 8 janvier 2026 — propose quelques réponses. Voici cinq points principaux de ce rapport :

1. **La croissance économique mondiale reste stable mais modérée.** L'économie mondiale devrait croître à un rythme modeste. Un investissement modéré, un lourd fardeau de la dette et un espace budgétaire limité continuent de limiter la capacité des pays à augmenter la productivité et à atteindre une croissance plus forte et durable. Les tensions géopolitiques et les risques financiers s'ajoutent à ces pressions, laissant la perspective mondiale fragile.
2. **L'expansion est régulière mais inégale entre les pays.** Les économies développées devraient maintenir une croissance globalement stable mais modérée. Plusieurs grandes économies en développement devraient maintenir un élan de croissance, soutenues par une demande intérieure résiliente ou des politiques ciblées. Pour les pays vulnérables, cependant, les perspectives restent difficiles, car la diversification économique limitée, les chocs liés au climat et les niveaux élevés d'endettement continuent de peser sur les perspectives.

3. **Les tensions commerciales se sont intensifiées mais les impacts mondiaux restent contenus.** Une forte hausse des tarifs américains en 2025 a introduit de nouvelles frictions commerciales et perturbé l'environnement commercial mondial. Cependant, la perturbation globale des flux commerciaux a jusqu'à présent été limitée. Des accords bilatéraux entre les États-Unis et des partenaires commerciaux clés ont permis d'empêcher une escalade plus large des tensions. Les expéditions en avance ont stimulé l'activité en début d'année, mais cette dynamique temporaire devrait s'estomper en 2026.
4. **L'inflation mondiale se refroidit, bien que des risques restent présents.** La désinflation devrait se poursuivre jusqu'en 2026, permettant aux banques centrales d'assouplir progressivement les conditions monétaires. Cependant, des chocs potentiels du côté de l'offre – découlant de conflits, de tensions géopolitiques, de perturbations commerciales ou d'événements climatiques – pourraient tout de même raviver les pressions inflationnistes.
5. **L'intelligence artificielle offre des promesses de productivité, mais l'incertitude demeure.** Les avancées en intelligence artificielle pourraient stimuler la croissance de la productivité, mais l'ampleur et le calendrier des gains restent très incertains. Les bénéfices risquent d'être répartis de manière inégale, ce qui pourrait aggraver les inégalités existantes. Bien que l'IA améliore déjà l'efficacité et l'innovation dans certains secteurs, son impact plus large dépendra des investissements dans les compétences, les infrastructures numériques et des politiques permettant une adoption inclusive et responsable.

En France : Loi de finances pour les Collectivités

La loi de finances pour 2026 vise à réduire le déficit public à **4,7 % du PIB**, contre 5,4 % en 2025, avec un retour sous les 3 % prévu pour 2029. Les collectivités locales sont fortement mobilisées pour contribuer à cet effort, leur part dans le déficit passant à **6,4 %** en 2026. L'effort budgétaire demandé aux collectivités est estimé à **près de 2 milliards d'euros**, soit une réduction par rapport au projet initial de 4,6 milliard d'euros, incluant la hausse de 3 points de la cotisation à la CNRACL représentant **1,2 milliard d'euros supplémentaires** en 2026.

Notre Commune

Notre commune est impactée par les hausses suite à l'inflation subit en 2024, nous sommes aujourd'hui impactés par une demande d'économie sur les collectivités de 2.2 Md€.

Nous continuons cependant à ne pas augmenter les impôts, comme nous l'avions annoncé dans nos engagements en 2020.

Nos chantiers continuent cette année avec l'aménagement du Cœur de Vie, la reprise du chantier du bâtiment multi accueil, les études pour la turbine.

1- INVESTISSEMENTS :

A- Les restes à réaliser reportés en 2025 (RAR) :

Les restes à réaliser en investissements correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31 décembre et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre de recettes.

ETAT DES RECETTES D'INVESTISSEMENT 2025 A REPORTER EN 2026

	Chapitre		Article	Libellé	Montant total reporté
ONI	13	13 869,00	1316	SUBVENTION AESN DESIMPERMEABILISATION DES 2 COURS DES ECOLES	13 869,00 €
802	13	641 722,00	1322	SUBVENTION REGION VESTIAIRES STADE BURIE	277 900,00 €
			1323	SUBVENTION DEPARTEMENT VESTIAIRES BURIE	118 342,00 €
			13251	SUBVENTION TCM VESTIAIRES BURIE	230 480,00 €
			1328	SUBVENTION LA LIGUE DU GRAND EST DE FOOTBALL VESTIAIRES	15 000,00 €
201503	13	9 463,00	1311	SUBVENION ETAT FOND VERTS ECLAIRAGE PUBLIC	9 463,00 €
201901	13	39 062,00	13251	SUBVENTION TCM RUE DES VANNES VOIES VELOS	39 062,00 €
202001	13	97 982,00	1323	SUBVENTION DEPARTEMENT RENOVATION ENERGETIQUE GYMNASSE FG	71 759,00 €
			13251	SUBVENTION TCM PROJET EUROPEEN GYMNASSE FG	26 223,00 €
202003	13	1 204 168,00	1321	SUBVENTION ETAT FNADT POLE PETITE ENFANCE	140 858,00 €
			1322	SUBVENTION REGIOJN POLEPETITE ENFANCE	179 000,00 €
			1323	SUBVENTION DEPARTEMENT POLE PETITE ENFANCE	237 550,00 €
			13251	SUBVENTION TCM FONDS DE CONSOURS POLE PETITE ENFANCE	139 285,00 €
			1328	SUBVENTION CAF POLE PETITE ENFANCE	507 475,00 €
202102	13	21 000,00	13361	SUBVENTION ETAT DETR VIDEO SURVEILLANCE	21 000,00 €
202104	13	259 867,00	1311	SUBVENTION ETAT FONDS VERT GS FERNAND GANNE	96 367,00 €
			1312	SUBVENTION REGION CLIMAXION GS F GANNE	163 500,00 €
202303	13	16 000,00	1318	SUBVENTION ANS 5000 TERRAINS	16 000,00 €
202305	13	294 345,00	1322	SUBVENTION REGION CHANGEMENT CLIMATIQUE CŒUR DE VIE PHASE 2	70 000,00 €
			13251	SUBVENTION TCM FONDS DE CONCOURS - CREATION VELOVOIE CŒUR DE VIE PHASE 2	48 317,00 €
			1326	SUBVENTION AESN RUES GAMBETTA - GENTILLY CŒUR DE VIE PHASE 2	176 028,00 €
202404	13	454 319,00	1322	SUBVENTION DEPARTEMENT REMISE EN ETAT DES VOIES	106 569,00 €
			1326	SUBVENTION AESN DESIMPERMEABILISATION VEGETALISATION AVENUE DE LA GARE	300 750,00 €
			1345	AMENDES POLICA DEPARTEMENT AVENUE DE LA GARE	47 000,00 €
OPFI	45	401000	4582	DEPARTEMENT CONVENTION DE DELEGATION MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIC RD21	356 519,00 €
			4582	TCM CONVENTION DE DELEGATION MAITRISE D'OUVRAGE GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES AVENUE DE LA GARE	44 481,00 €
Total recettes					3 452 797,00 €

ETAT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2025 A REPORTER EN 2026

Opération	Chapitre	Articles	Libellé	Montant reporté
0802	21	21534	STADE BURIE RACCORDEMENT ELECTRIQUE POMPE DE RECYCLAGE	1 685,00 €
	23	2313	STADE BURIE - VESTIAIRES	1 282 061,00 €
201605	23	2315	CŒUR DE VIE	4 131,00 €
201901	23	2315	VOIRIE VANNES	35,00 €
202001	21	2188	REHABILITATION GYMNASE	10 128,00 €
	23	2313	REHABILITATION GYMNASE	141 770,00 €
202002	23	2313	SALLE GYMNASIQUE J. HAYES	6 680,00 €
202003	21	2111	BATIMENT MULTI-ACCUEIL	1 600,00 €
		2158	BATIMENT MULTI-ACCUEIL	2 674,00 €
	23	2313	BATIMENT MULTI-ACCUEIL	1 176 300,00 €
202104	23	2313	REFECTION DES GROUPES SCOLAIRES RN-FG	3 000,00 €
202302	23	2313	MAISON DU PATRIMOINE	29 200,00 €
202305	21	21534	CŒUR DE VIE PHASE 2	69 800,00 €
	23	2315	CŒUR DE VIE PHASE 2	16 621,00 €
242404	21	2112	AVENUE DE LA GARE TERRAIN DE VOIRIE	26 000,00 €
		21534	AVENUE DE LA GARE RESEAUX D'ELECTRIFICATION	235 606,00 €
		21535	AVENUE DE LA GARE RESEAUX DE TRANSMISSION	29 571,00 €
	23	2315	AVENUE DE LA GARE	350 000,00 €
202405	21	2128	PARC GAMBETTA RENATURATION PLANTATIONS	700,00 €
ONI	21	2111	ACQUISITION TERRAINS NUS	5 100,00 €
ONI	21	2116	CIMETIERE	2 127,00 €
ONI	21	21318	AUTRES CONSTRUCTIONS	18 350,00 €
ONI	21	21351	INSTALLATION GENERALES BATIMENTS PUBLICS	8 048,00 €
ONI	21	21352	INSTALLATION GENERALES BATIMENTS PRIVES	13 763,00 €
ONI	21	21534	RESEAUX D'ELECTRIFICATION	4 560,00 €
ONI	21	21535	RESEAUX DE TRANSMISSION	700,00 €
ONI	21	21578	AUTRES MATERIEL TECHNIQUE	3 460,00 €
ONI	21	2158	AUTRES INSTALLATIONS- MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	864,00 €
ONI	23	2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 457,00 €
ONI	23	2313	TRAVAUX DIVERS BATIMENTS	20 280,00 €
ONI	23	2316	TRAVAUX DE VOIRIES ET RESEAUX	10 550,00 €
ONI	45	4581	TRAVAUX AVENUE DE LA GARE	401 266,00 €
TOTAL DEPENSES				3 878 087,00 €

B – Engagements pluriannuels envisagés, fonctionnement avec Comptes Administratifs Prévisionnels et programmation des investissements 2025 à 2026, rétrospective de 2021 à 2024 :

Compte Financier Unique Non Consolidé

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA2021	CA2022	CA2023	CA2024	CA2025	CAprév. 2026
011- Charges à caractère général	1 274 860	1 566 052	1 425 555	1 597 778	1 613 640	1 600 000
012- Charges de personnel	4 178 211	4 240 935	4 440 415	4 462 078	4 478 143	4 658 464
014- Atténuation de produits	3 843	3 071	2 510	6 635	20 556	21 632
65- Autres charges de g. courante	388 417	414 291	442 377	456 926	476 797	524 748
66- Charges financières	41 800	57 291	136 436	245 315	121 580	174 133
67- Charges exceptionnelles	1 866	4 238	1 557	3 338	1 225	2 725
042- 68- Dotations aux amortissements	542 617	540 955	751 434	2 513 183	76 200	72 000
042- 675-VCN		843 576	1 104 056		3 276 879	910 225
042- 676- Diff sur réalis. Positives		56 424	3 144			
Dépenses de fonctionnement	6 431 614	7 726 833	8 307 485	9 285 253	10 065 020	7 963 927
<i>Dépenses réelles de fonct.</i>	5 888 997	6 285 878	6 448 851	6 772 070	6 788 141	7 053 702
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA2021	CA2022	CA2023	CA2024	CAprév. 2025	CAprév. 2026
002- Résultat reporté						
013- Atténuation de charges	81 673	53 155	75 716	88 357	113 421	65 909
70- Pdts des services, du domaine	483 655	491 875	523 995	500 834	576 602	525 566
722- Tx en régie (op ordre)	19 575	0				
042- Autres opérations d'ordre	20 665	7 349	13 661	97 014	143 218	154 091
73- Impôts et taxes	4 751 574	4 880 668	5 144 522	5 218 671	5 062 134	5 112 755
74- Dotations et participations	1 786 108	1 753 035	1 765 306	1 907 441	1 936 086	1 955 447
<i>dont DGF</i>	605 808	603 304	603 304	604 510		
<i>dont 7478 CAF enfance jeunesse</i>	762 773	661 793	662 000	787 868		
<i>dont emplois aidés</i>		0	0	0	0	0
<i>dont autres</i>		0	0	0	0	0
75- Autres pdts gestion courante	198 460	204 284	207 764	251 612	556 283	250 000
76- Pdts financiers	10	12	20	11 475	29 470	59 500
77- Pdts exceptionnels	462 026	916 636	1 118 870	1 550 618	2 291 898	1 007
<i>dont 775</i>	10 352	900 000	1 106 920			
78 - Rep/Amort dépréciations						15 423
Recettes de fonctionnement	7 783 080	8 299 665	8 836 193	9 626 024	10 565 894	7 985 607
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	1 351 466	572 832	528 708	340 771	500 874	21 680
<i>Recettes réelles de fonct. Régie incluse</i>	7 752 063	7 392 316	7 715 612	9 529 009	8 273 996	7 831 516
Capacité d'autofinancement	1 863 067	1 106 437	1 266 761	2 756 939	1 485 855	777 814

TABLEAU DE FINANCEMENT PLURIANNUEL DES INVESTISSEMENTS

INVESTISSEMENT

INVT	Recette.	2024	2025	2026	2027
	CAF brute	2 756 939 €	3 853 954 €	988 482 €	0 €
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement			810 516 €	
024.	Produits des cessions d'immobilisations (réalisation en 775)			190 000 €	
024.	TRANSFERT BP > BA				
10.	Dotations, fonds divers et réserves	3 052 428 €	2 105 825 €	1 365 000 €	
13.	Subventions d'investissement	7 531 324 €	1 151 542 €	179 750 €	
	RAR recettes			3 452 797 €	
16.	Emprunts et dettes assimilées	1 000 000 €	3 200 000 €		
21.	Immobilisations corporelles				
23.	Immobilisations en cours	7 889 €	2 476 €		
27.	Autres immobilisations financières			130 000 €	
27.	TRANSFERT BP > BA	20 130 €	45 889 €		
45.	Opérations pour compte de tiers			410 000 €	
	Total Recettes réelles	11 611 770 €	6 505 733 €	6 538 063 €	0 €
021.	Virement de la section de fonctionnement				
040.	Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 511 789 €	3 276 774 €	910 225 €	
040.	TRANSFERT BP > BA	1 393 €	105 €		
041.	Opérations patrimoniales	619 216 €	78 663 €	99 680 €	
041.	TRANSFERT BP > BA	6 600 €			
	Total Recettes d'ordre	3 138 998 €	3 355 542 €	1 009 905 €	0 €
	TOTAL RECETTES	14 750 768 €	9 861 274 €	7 547 968 €	0 €
INVT	Dépense.	2024	2025	2026	2027
10.	Dotations, fonds divers et réserves				
10.	TRANSFERT BP > BA	166 053 €		324 000 €	
13.	Subventions d'investissement				
	RAR Dépenses			3 878 087 €	
13.	TRANSFERT BP > BA	242 549 €	1 323 281 €		
16.	Emprunts et dettes assimilées	7 268 225 €	1 648 113 €	1 575 545 €	
20.	Immobilisations incorporelles	51 365 €	28 021 €	18 468 €	
21.	Immobilisations corporelles	1 199 746 €	2 531 639 €	123 359 €	
23.	Immobilisations en cours	3 103 872 €	2 807 460 €	774 738 €	
27.	Autres immobilisations financières				
27.	TRANSFERT BP > BA	1 200 120 €	704 219 €		
45.	Opérations pour compte de tiers			410 000 €	
	Total Dépenses réelles	13 231 931 €	9 042 733 €	7 104 197 €	0 €
040.	Opérations d'ordre de transfert entre sections	77 246 €	143 218 €	154 091 €	
040.	TRANSFERT BP > BA	19 768 €	177 322 €		
041.	Opérations patrimoniales	619 216 €	78 663 €	99 680 €	
041.	TRANSFERT BP > BA	6 600 €			
	Total Dépenses d'ordre	722 830 €	399 203 €	253 771 €	0 €
	TOTAL DEPENSES	13 954 761 €	9 441 936 €	7 357 968 €	0 €
	CAF+RRI-DRI (Variation du FR)	1 136 778 €	1 316 953 €	422 348 €	0 €
	FR (cumul resultat FCT + resultat INVT)	2 296 529 €	2 037 282 €	2 029 819 €	0 €

Tableaux AP/CP

n°OPE	DOSSIER	BUDGET INITIAL	BUDGET MODIFIE	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
802	BURIE	3 200 000,00	4 090 000,00		31 958,28	2 391 936,99	114 243,19	75 282,41	92 469,96	1 383 746,00		
202001	GYMNASE	4 500 000,00	13 370 000,00	16 782,00	120 795,00	2 283 035,27	9 248 213,48	979 168,54	538 444,22	183 561,49		
202002	J.HAYES	2 472 240,00	4 645 000,00	10 768,46	161 891,19	1 444 305,57	2 696 517,10	286 006,00	8 280,02	6 680,00		
202003	PE RPE	1 771 504,00	4 150 000,00	9 107,40	111 998,36	565 555,74	1 549 977,78	205 682,62	443 571,91	1 264 106,19		
202104	RENOVATION GS	2 000 000,00	3 503 414,35		53 489,78	894 169,58	2 318 566,96	171 188,03	59 579,29	6 420,71		
202302	MAISON DU PATRIMOINE	726 000,00	726 000,00						6 856,81	101 200,00	617 943,19	
202305	CŒUR DE VIE PHASE 2	2 050 000,00	1 626 910,02					993 511,02	535 509,66	97 889,34		
202401	SALLE 3S	525 500,00	525 500,00							70 000,00	455 500,00	
202404	AVENUE DE LA GARE	1 505 520,00	1 751 162,15					66 162,15	1 034 313,13	650 686,87		
202601	AVENUE DE LA MAILLE	500 000,00	500 000,00							100 000,00	400 000,00	
202602	REHABILITATION MAIRIE	1 000 000,00	1 000 000,00							36 600,00	100 000,00	863 400,00

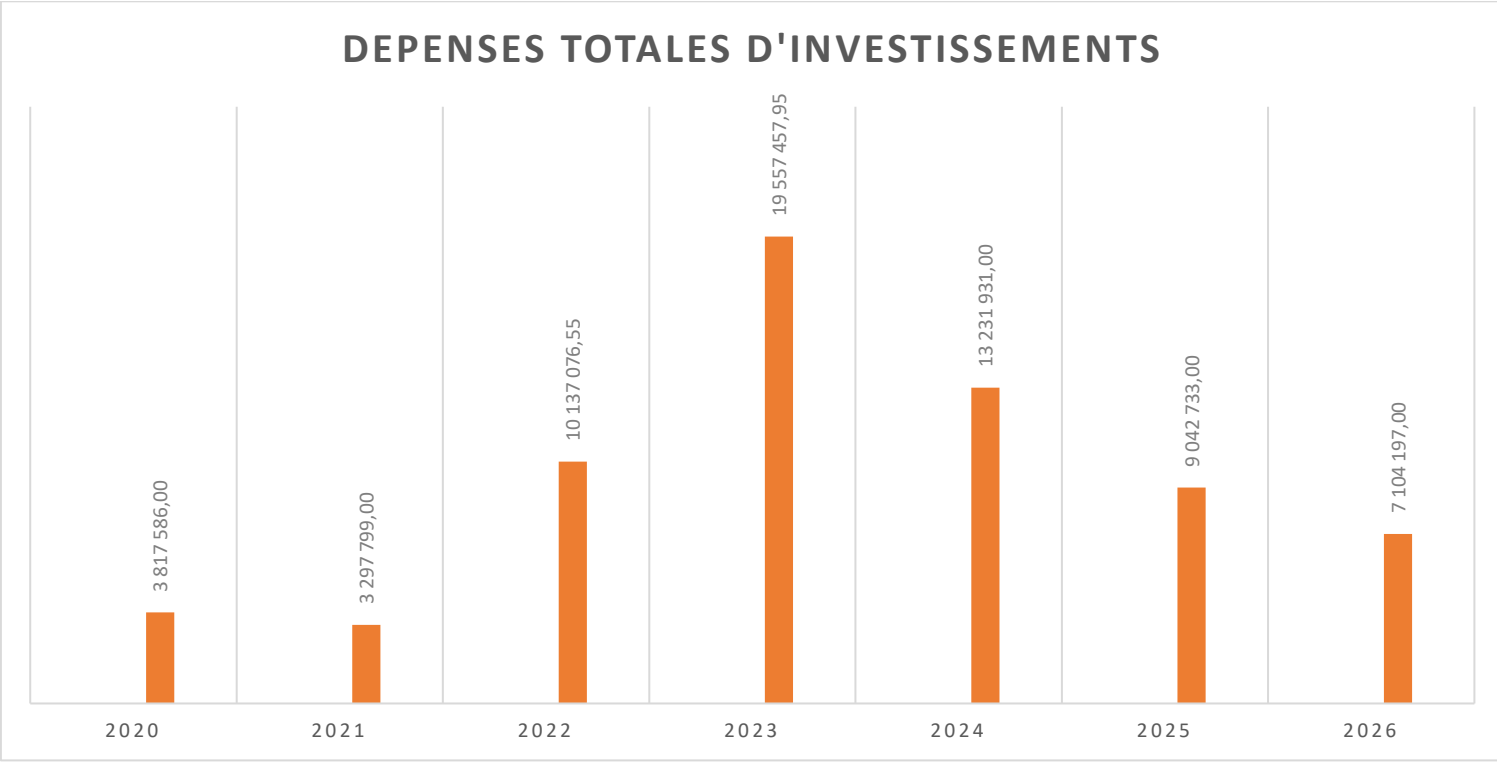
E – Evolution des dotations aux amortissements :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	PREV 2026
Dotations aux amortissements (chap 040 art 28...)	505 539	542 617	540 955	751 434	2 513 183	985 989	910 225
Dotations aux amortissements des subventions (chap 042)					97014	320540	154091

F – Evolution du fonds de Compensation TVA (FCTVA) investissements :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	PREV 2026
Fonds de compensation TVA(10222)	488 000	376 659	384 349	1 003 468	2 979 595	563 953	565 000

G – Rétrospective des dépenses d’investissements :



Dans les totaux dépenses d’investissements du tableau sont incluses les différences sur réalisations négatives (plus ou moins-value sur cession d’immobilisations), les remboursements de capital empruntés remboursé sur 2025 se montent à 1 648 113 €, les travaux d’investissement se montent à 9 441 936 € en 2025 et les quotes-parts de subventions d’investissement transférées au compte de résultat.

II.2. FONCTIONNEMENT :

A – Réalisations jusqu’au 31/12/2025

a- Evolution des recettes de fonctionnement

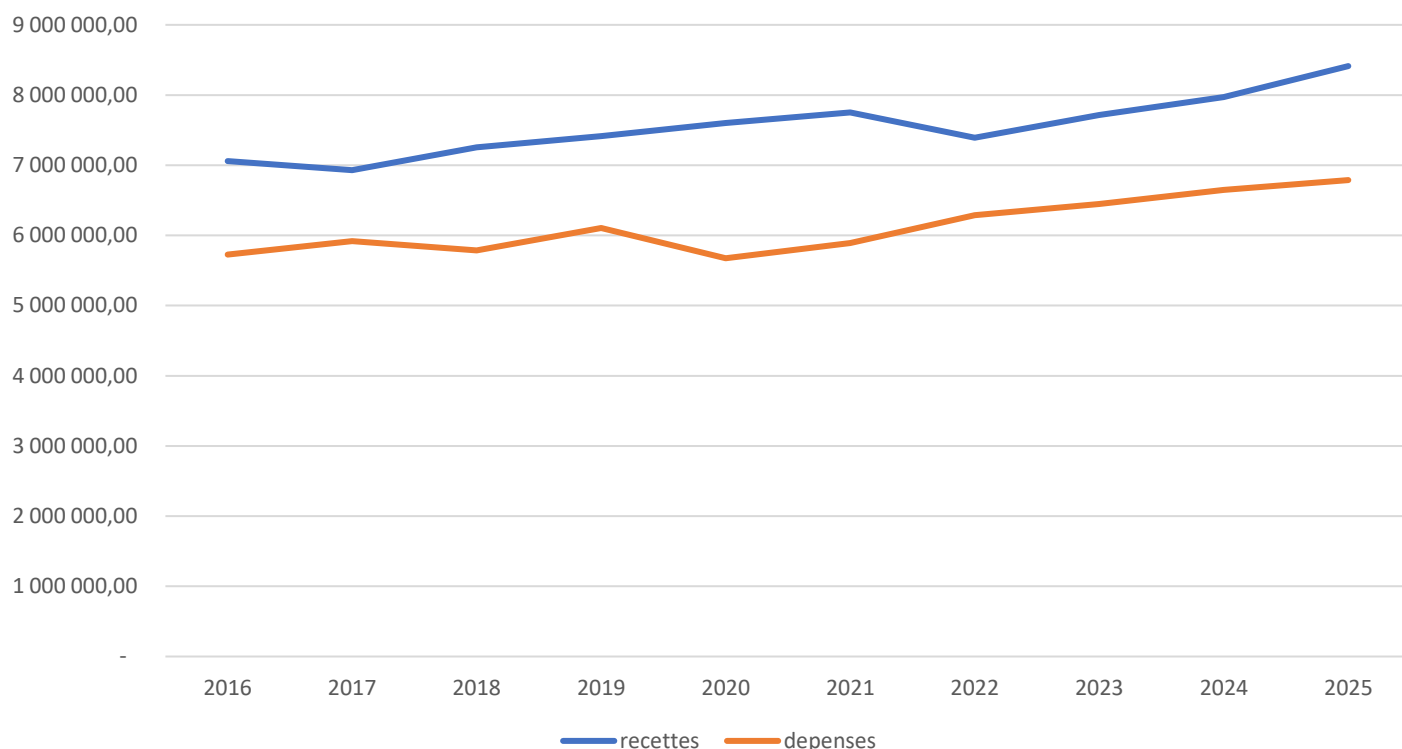
		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Variation
002	Résultat de fonctionnement reporté							426766	
13	Atténuation de charges	89 678	81 673	53 155	75 716	88 357	113 421	65 909	-41,89%
70	Pdt des services et du dom.	386 886	483 655	491 875	523 995	500 834	576 602	525 566	-8,85%
73	Impôts et taxes	4 521 572	4 751 574	4 880 668	5 144 522	5 218 671	245 303	245 736	0,18%
731	Fiscalité Local						4 818 831	4 867 019	1,00%
74	Dotations participations	2 133 151	1 786 108	1 753 035	1 765 306	1 907 441	1 936 086	1 955 447	1,00%
75	Autres produits gestion cour.	118 874	198 460	204 284	207 764	251 612	556 283	250 000	-55,06%
76	Produits financiers	13	10	12	20	20	20	59500	297400,00%
77	Produits exceptionnels	454 953	462 026	916 636	1 118 870	1 550 618	2 291 898	1 007	-99,96%
78	Reprise Amort. Dép. et prov							15 423	
	Rec. réelles de foncion.	7 705 127	7 763 506	8 299 665	8 836 193	9 517 554	10 538 444	8 412 373	-20,17%

Rappel : les recettes réelles de fonctionnement excluent les opérations d'ordre de la section qui ne correspondent pas à des mouvements de fonds réels d'encaissements.

b- Evolution des dépenses de fonctionnement :

		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Variation en %
11	Charges à caractère général	1 223 437	1 274 860	1 566 052	1 425 555	1 597 778	1 613 640	1 600 000	-0,85%
12	Charges personnel et assimilé	4 017 768	4 178 211	4 240 935	4 440 415	4 462 078	4 478 143	4 658 464	4,03%
14	Atténuation de produits	-816	3 843	3 071	2 510	6 635	20 556	21 632	5,23%
65	Autres ch. de gestion courante	397 036	388 417	414 291	442 337	456 926	476 797	524 748	10,06%
66	Charges financières	34 746	41 800	57 291	136 436	245 315	121 580	174 133	43,23%
67	Charges exceptionnelles	2 327	1 866	4 238	1 557	3 338	1 225	2 725	122,45%
68	Dot. Prov et dépréciations						76 200	72 000	-5,51%
	Dép. réelles de fonctionnement	5 674 498	5 888 997	6 285 878	6 448 811	6 772 070	6 788 141	7 053 702	3,91%

Evolution des dépenses et des recettes de fonctionnement



Ce graphique met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles sont comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre.

Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement et de se désendetter.

c- Les charges de personnel

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	% des dépenses
Charges de personnel et assimilés	4 017 768	4 178 211	4 240 935	4 440 415	4 462 078	4 478 143	4 658 464	66,04%
Dép. tot. de fonctionnement	6 280 036	6 431 614	7 726 833	8 398 151	6 772 070	6 788 141	7 053 702	

Les frais de personnel notés ici sont ceux figurant dans le Compte Administratif et représente 66.04% du budget fonctionnement.

d- La récupération de TVA sur les charges d'entretien et réparation des bâtiments publics et des voiries :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Fonds de compensation TVA sur charges (744)	4 324	8 883	959	11 444	7 300	2 899

B – Les orientations en 2025 :

a- Les dotations d'Etat :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Variation en % 2025/2024
Taxes foncières, habitation, FNGIR (73111 - 73221)	3 793 096	4 026 000	3 980 001	4 175 346	4 395 868	4 412 710	0,38%
Fiscalité reversée (att.comp 73211+dot.sol. 74121)	270 232	168 882	266 423	282 133	295 111	299 129	1,36%
Autres impôts et taxes (chap 73- 73111 -73221)	458 244	556 692	634 244	687 043	649 675	400 916	-38,29%
Total Ressources fiscales	4 521 572	4 751 574	4 880 668	5 144 522	5 340 654	5 112 755	-4,27%

Les ressources fiscales en 2025 ont diminué de 227 899 €, soit 4.27% de baisse et devrait continuer à baisser avec les 2 milliards d'économies que l'état demande aux communes

b- Les dépenses de personnel pour 2026 :

- Le taux de cotisation employeur CNRACL, pour les agents titulaires augmente de 4 points pour arriver à 37.65 % au 1^{er} janvier 2026.
- Le taux de cotisation employeur IRCANTEC, pour les agents non titulaires est stable à 4.27 %.
- L'assurance sociale patronale est de 13.80%.
- Le risque vieillesse totalité est 2.11%
- Le S.M.I.C. au 1^{er} janvier 2026 passe de 11.88€ à 12.02€ / heure
- Alignement de l'indice minimum augmente de 5 points.
- Le taux d'accident de travail de 1.55%, en 2020 à 1.54%, en 2021 à 1.66%, pour 2022 à 1.46 %, de 1.42% pour 2023 ; il est de 1.32 % en 2024, 2025 pour 1.35 et en 2026 1.3 soit en baisse.
- Le taux de cotisation CNFPT reste inchangé à 0.90% mais une cotisation additionnelle de 0.9% pour le financement de l'apprentissage revue à 0.1% en 2023 car un contrat d'apprentissage est en cours financé avec l'ancien système.
- Le taux de l'assurance statuaire est en baisse à 6.25%, alors qu'en 2023, il était de 11.38%. Cette modification a lieu en passant par le centre de gestion sans changer de prestataire.

Le montant des travaux en régie figurant dans les dépenses réelles d'investissement est Néant cette année.

II.3. STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE CONTRACTEE :

La commune a contracté en 2025 un emprunt à court terme pour 1 an de 1 500 000.00 € et un emprunt de 1 700 000 €. Il a pour objectif de financer les travaux d'investissements en attendant les recettes de subventions.

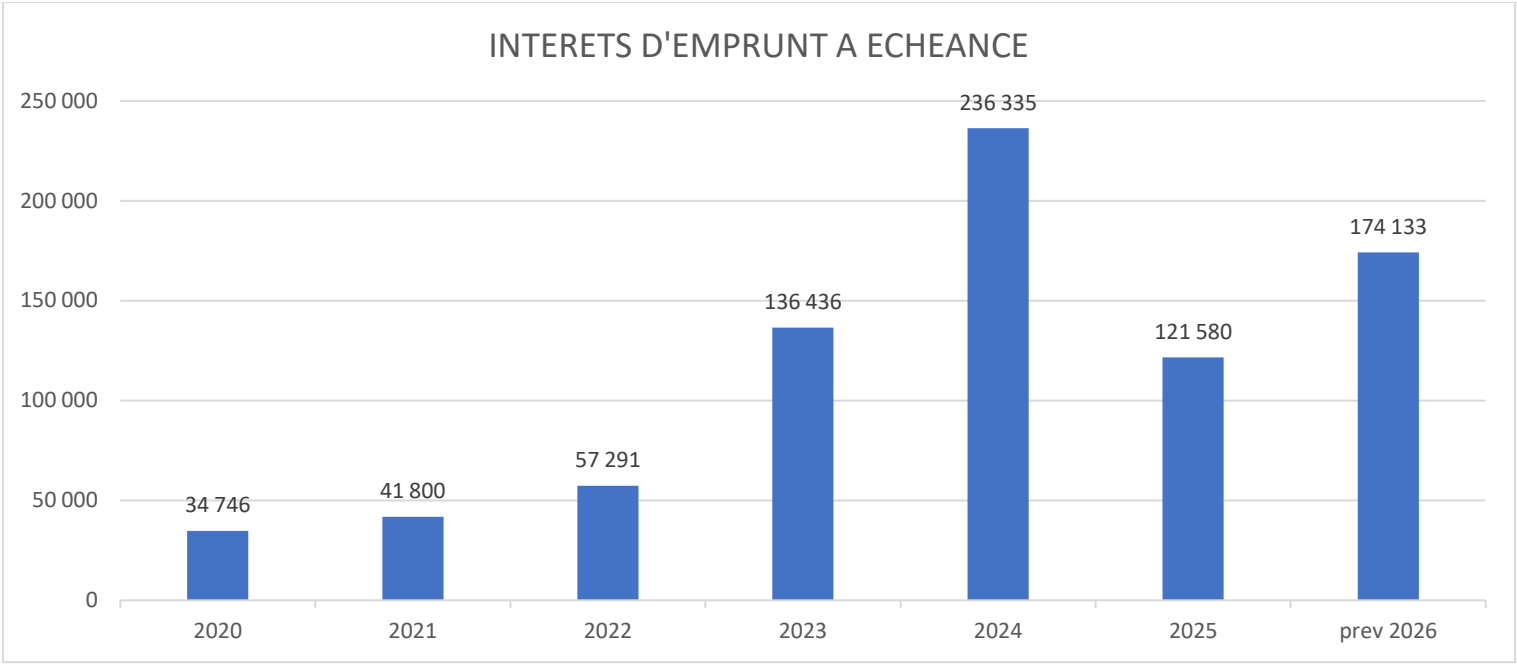
Cet emprunt devrait être rembourser en 2026.

Les remboursements de capital empruntés remboursé sur 2025 se montent à 6 271 516 €

A – Intérêt de la dette

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	prev 2026
Intérêts de la dette int. sur nouvel emprunt	34 746	41 800	57 291	136 436	236 335	121 580	174 133

Les intérêts de la dette sont les charges financières liées aux emprunts en cours. Ils sont notés ci-dessus hors rattachement des ICNE : intérêts courus non échus.



B – Annuité de la dette :

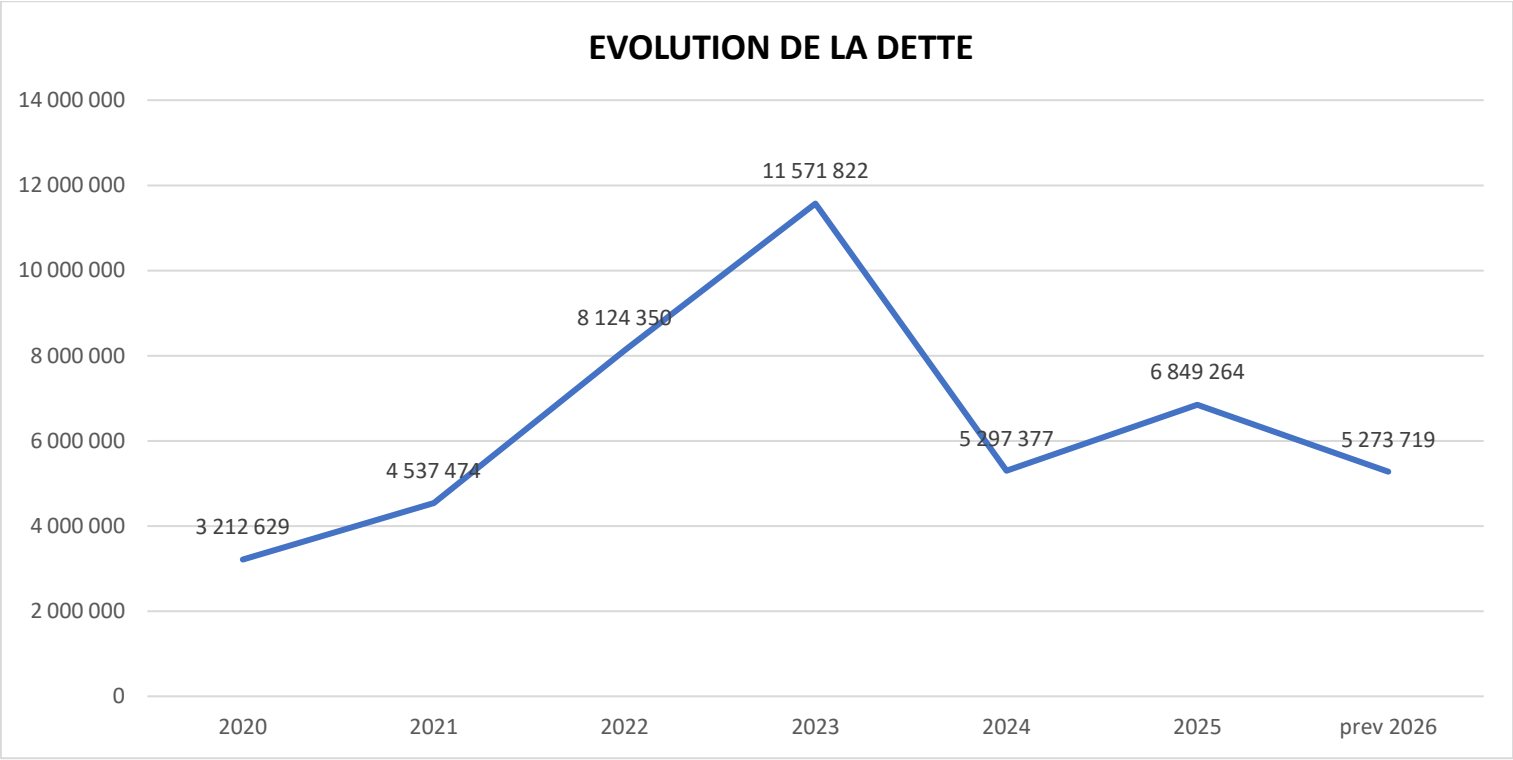
L’annuité de la dette représente la somme des intérêts d’emprunts et du montant du remboursement en capital de la commune. En 2020 à 397 173 €, en 2021 à 466 955 €, elle se porte en 2022 à 470 415 €, à 574 309 € en 2023 et 7 504 560 euros en 2024 pour finir en 2025 à 1 769 693 €

C – Encours de la dette :

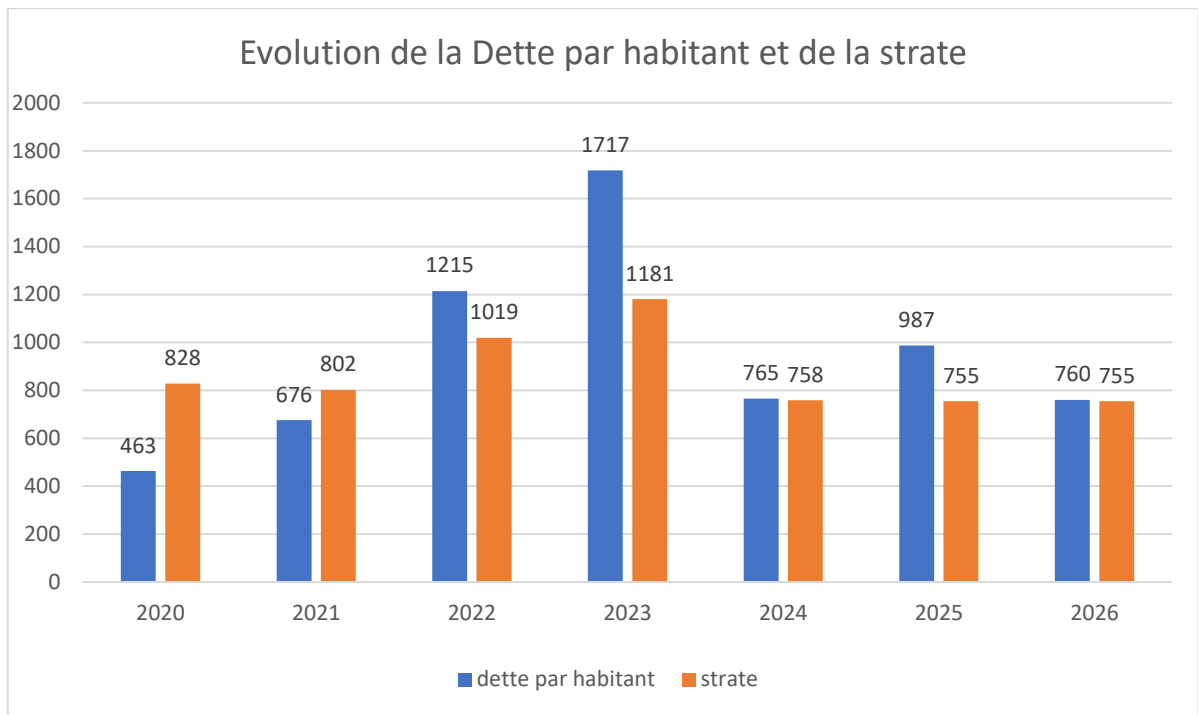
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	prev 2026
Encours de la dette (CRD)	3 212 629	4 537 474	8 124 350	11 571 822	5 297 377	6 849 264	5 273 719

En 2025 nous avons remboursé les emprunts à court terme pour un montant total de 3 200 000 euros et nous avons effectué 1 emprunt de 1 700 000 € pour le paiement du terrain des sœurs ainsi qu’un prêt à court termes dont nous avons utilisé 1 500 000 € sur les 2 900 000 euros demandés afin de garantir le paiement des fournisseurs dans l’attente du remboursement des subventions.

D – Evolution de la dette de Saint Julien Les Villas

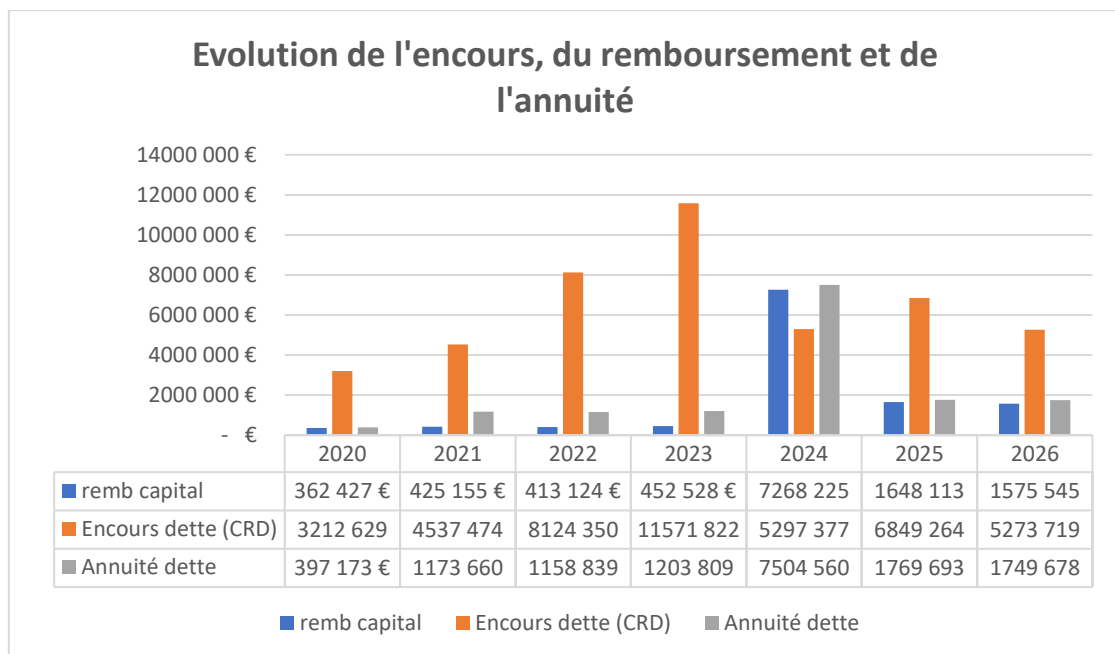


E – Evolution de la dette par habitant :



La dette de 985€ par habitant au 31/12/2025 est au-dessus de la moyenne d'une strate de 5 000 à 10 000 habitants où elle se chiffre à 755 € au 31/12/2025 (source : decompote-publics.fr). En 2026 l'évolution de la dette diminue car nous avons effectué 1 emprunt à court terme à échéance en 2027 qui sera rembourser en parti avant l'échéance de 2027.

F – Evolution de l'encours, du remboursement et de l'annuité au 31 décembre de chaque année



L'évolution de l'encours baisse en décembre 2025 après le remboursement des prêts à court terme. Il nous reste encore un prêt à court termes à rembourser d'ici fin 2026, ce qui fera diminuer l'encours de la dette en 2026.

TABLEAU DES EMPRUNTS

	EMPRUNTS	Objet	CAPITAL INITIAL	TAUX	DEBUT	DUREE EN ANNEE	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
CAPITAL RESTANT DU	E34 - CAISSE EPARGNE	Aménagement école maternelle F.Ganne	400 000,00 €	3,99%	2006	20	21 415,25 €							
	E35 - CDC	prêt de financement des collectivités locales	1 000 000,00 €	2,50%	2012	15	101 583,65 €	33 698,20 €						
	E36 - CAISSE EPARGNE	Prêt équipement - investissements 2015	550 000,00 €	1,54%	2016	10	13 750,00 €							
	E37 - CAISSE EPARGNE	Prêt équipement - investissements 2015	550 000,00 €	1,54%	2016	10	13 750,00 €							
	E38 - CREDIT AGRICOLE	Maison de santé	657 000,00 €	1,30%	2019	15	377 114,84 €	333 525,29 €	289 366,31 €	244 630,46 €	199 310,20 €	153 397,90 €	106 885,83 €	59 766,14 €
	E39 - CREDIT MUTUEL	Investissements 2020	1 500 000,00 €	0,79%	2020	10	689 667,32 €	538 517,64 €	386 170,34 €	232 615,93 €	77 844,84 €			
	E40 - CDC	Passerelle voie douce	287 100,00 €	1,05%	2022	25	248 683,16 €	238 180,96 €	227 568,05 €	216 843,27 €	206 005,43 €	195 053,35 €	183 985,82 €	172 201,60 €
	E41 - CDC	Panneaux photovoltaïques	213 300,00 €	1,05%	2022	25	184 758,35 €	176 952,96 €	169 065,60 €	161 095,44 €	153 041,58 €	144 903,16 €	136 679,28 €	128 369,05 €
	E42 - CDC	Structure multi-accueil et RPE	765 200,00 €	1,05%	2022	25	669 716,46 €	641 788,12 €	613 566,55 €	585 048,65 €	556 231,30 €	527 111,38 €	497 685,70 €	467 951,05 €
	E43 - CDC	Salle multi-activité Grimont	484 400,00 €	1,05%	2022	25	428 372,70 €	410 745,84 €	392 933,18 €	374 932,74 €	356 742,55 €	338 360,61 €	319 784,90 €	301 013,38 €
	E45 - CDC	ENERGIES RENOUVELABLES ET RENOVATION DE BATIMENTS	1 000 000,00 €	3,81%	2024	15	936 642,07 €	883 748,48 €	828 810,66 €	771 749,61 €	712 483,29 €	650 926,44 €	586 990,57 €	520 583,71 €
	E48 - CREDIT MUTUEL	ACQUISITION TERRAINS SOEURS	1 700 000,00 €	3,30%	2025	10	1 663 954,01 €	1 516 771,62 €	1 364 671,78 €	1 207 490,19 €	1 045 057,05 €	877 196,94 €	703 728,51 €	524 464,38 €
	E49 - CREDIT AGRICOLE	PRÊT RELAIS SUBVENTIONS	1 500 000,00 €	2,75%	2025	2	500 000,00 €	- €						
	TOTAL CRD		10 607 000,00 €				5 849 407,81 €	4 773 929,11 €	4 272 152,47 €	3 794 406,29 €	3 306 716,24 €	2 886 949,78 €	2 535 740,61 €	2 174 349,31 €

Les lignes en bleu sont les prêts qui nous sont remboursés intégralement par le budget Annexe Photovoltaïque chaque année

ANALYSES FINANCIERE BUDGET PRINCIPAL

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes réelles de fonctionnement hors régie et quote part subv. Transf.	7 705 127	7 763 506	8 299 665	8 836 193	9 517 554	10 538 444	8 412 373
Travaux en régie	51 753	19 575	0	0	0	0	
1- Total recettes réelles de fonctionnement	7 602 285	7 739 951	8 299 665	8 836 193	9 517 554	10 538 444	8 412 373
2- Dép. réelles de fonctionnement	5 674 498	5 888 997	6 285 878	6 448 811	6 772 070	6 788 141	7 053 702
3= CAF (1-2)	1 927 787	1 850 954	2 013 787	2 387 382	2 745 484	3 750 303	1 358 671
4- Remboursement de la dette	-362 427	-425 155	-413 124	-452 528	-7 268 225	-1 648 113	-1 575 545
5= Epargne nette (3-4)	1 565 360	1 425 799	1 600 663	1 934 854	-4 522 741	2 102 190	-216 874
6- Rec réelles Invest hors emprunt	1 461 434	1 414 592	4 566 871	9 989 462	11 611 770	6 505 733	6 538 063
7- Financement propre disponible (5+6)	3 026 794	2 840 391	6 167 534	11 924 316	7 089 029	8 607 923	6 321 189
8- Dépenses réelles invest. hors rembt emprunt, trx en régie inclus	3 455 160	2 872 644	9 716 601	18 457 417	13 231 931	9 042 733	7 104 197
9- Besoin de financement avant 7 (6-8)	-1 993 726	-1 458 052	-5 149 730	-8 467 955	-1 620 161	-2 537 000	-566 134
10- Excéd/ besoin de financement (7-8)	-2 065 164	-32 253	-3 549 067	-6 533 101	-6 142 902	-434 810	-783 008
10b- Emprunts souscrit	1 500 000	0	5 756 000	3 900 000	1 000 000	3 200 000	
10c- caution reçue			0				
11- Variation du Fonds de roulement	822 941	10 877	1 299 583	-2 633 161	1 136 778	1 316 953	422 348
12- Fonds de roulement au 31/12	3 131 649	3 142 526	4 442 109	1 808 948	2 296 529	2 037 282	2 029 819

ANALYSE FINANCIERES DES BUDGETS ANNEXES

	canal sans eau	Jacques Bell	PHOTOVOL TAIQUES	TOTAL ANNEXES
Recettes réelles de fonctionnement hors régie et quote part subv. Transf.	1 098 602	183 237	123 126	1 404 965
Travaux en régie				
1- Total recettes réelles de fonctionnement	1 098 602	183 237	123 126	1 404 965
2- Dép. réelles de fonctionnement	1 103 619	183 238	94 686	1 381 543
3= CAF (1-2)	-5 017	-1	28 440	23 422
4- Remboursement de la dette				
5= Epargne nette (3-4)	-5 017	-1	28 440	23 422
6- Rec réelles Invest hors emprunt			2 026 010	2 026 010
7- Financement propre disponible (5+6)	-5 017	-1	2 054 450	2 049 432
8- Dépenses réelles invest. hors rembt emprunt, trx en régie inclus			1 967 092	1 967 092
9- Besoin de financement avant 7 (6-8)	0	0	58 918	58 918
10- Excéd/ besoin de financement (7-8)	-5 017	-1	87 358	82 340
10b- Emprunts souscrit				
10c- caution reçue				
11- Variation du Fonds de roulement				
12- Fonds de roulement au 31/12	-5 017	-1	87 358	82 340

II.4. ANALYSE FINANCIERE :

	2020	2020	2020	2021	2021	2021	2022	2022	2022	2023	2023	2023	2024	2024	2024	2025	2025	2025
	Principal	Annexes	Tous budgets	Principal	Annexes	Tous budgets	Principal	Annexes	Tous budgets	Principal	Annexes	Tous budgets	Principal	Annexes	Tous budgets	Principal	Annexes	Tous budgets
1- Total recettes réelles de fonctionnement	7 602 285	35 136	7 637 421	7 739 951	5 183	7 745 134	8 299 665	5 188	8 304 853	8 836 193	513 600	9 349 793	9 517 554	2 583 777	12 101 331	10 538 444	2 583 777	13 122 221
2- Dép. réelles de fonctionnement	5 674 498	118 132	5 792 630	5 888 997	170 146	6 059 143	6 285 878	21 348	6 307 226	6 448 851	45 093	6 493 944	6 772 070	2 454 258	9 226 328	6 788 141	2 454 258	9 242 399
3= CAF (1-2)	1 927 787	-82 996	1 844 791	1 850 954	-164 963	1 685 991	2 013 787	-16 160	1 997 627	2 387 342	468 507	2 855 849	2 745 484	129 519	2 875 003	3 750 303	129 519	3 879 822
4- Remboursement de la dette	-362 427		-362 427	-425 143		-425 143	-413 124		-413 124	-452 528		-452 528	-7 268 225		-7 268 225	-1 648 112		-1 648 112
5= Epargne nette (3-4)	1 565 360	-82 996	1 482 364	1 425 811	-164 963	1 260 848	1 600 663	-16 160	1 584 503	1 934 814	468 507	2 403 321	-4 522 741	129 519	-4 393 222	2 102 191	129 519	2 231 710
6- Rec réelles Invest hors emprunt	1 461 434		1 461 434	1 414 592		1 414 592	4 566 871		4 566 871	9 989 462		9 989 462	11 611 770	242 549	11 854 319	6 505 733	242 549	6 748 282
7- Financement propre disponible (5+6)	3 026 794	-82 996	2 943 798	2 840 403	-164 963	2 675 440	6 167 534	-16 160	6 151 374	11 924 276	468 507	12 392 783	7 089 029	372 068	7 461 097	8 607 924	372 068	8 979 992
8- Dépenses réelles invest. hors rembt emprunt, trx en régie inclus	3 455 160		3 455 160	2 872 644		2 872 644	9 716 603		9 716 603	18 457 417		18 457 417	13 231 931	853 811	14 085 742	9 042 733	853 811	9 896 544
9- Besoin de financement avant 7(6-8)	-1 993 726	0	-1 993 726	-1 458 052	0	-1 458 052	-5 149 732	0	-5 149 732	-8 467 955	0	-8 467 955	-1 620 161	-611262	-2 231 423	-2 537 000	-611262	-3 148 262
10- Excéd/ besoin de financement (7-8)	-428 366	-82 996	-511 362	-32 241	-164 963	-197 204	-3 549 069	-16 160	-3 565 229	-6 533 141	468 507	-6 064 634	-6 142 902	-481 743	-6 624 645	-434 809	-481 743	-916 552
10b- Emprunts souscrit	1 500 000		1 500 000	0		0	5 750 000		5 750 000	3 900 000		3 900 000	1 000 000		1 000 000	3 200 000		3 200 000
10c- caution reçue			0			0	6000		6 000			0			0			0
11- Variation du Fonds de roulement	822 941	-82 996	739 945	10 877	-164 963	-154 086	1 299 583	-16 160	1 283 423	-2 633 161	468 507	-2 164 654	1 136 778	-481 743	655 035	1 316 953	-403 838	913 115
12- Fonds de roulement au 31/12	3 131 649	-691 222	2 440 427	3 142 526	-856 185	2 286 341	4 442 109	-872 345	3 569 764	1 808 948	-403 838	1 405 110	2 296 529	-885 581	1 410 948	2 037 282	-481 743	1 555 539

A – Les grands Equilibres Financiers

Les dépenses et les recettes REELLES de fonctionnement excluent les opérations d'ordre qui ne correspondent pas à des mouvements réels d'encaissements ou décaissements hors travaux en régie.

La capacité d'autofinancement est représentée par l'excédent des recettes de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Elle doit permettre, à minima, de couvrir le remboursement en capital des emprunts et, s'il y a lieu, de disposer de financement propre pour ses opérations d'investissements.

En 2025, la capacité d'autofinancement de 3 750 303 € est en hausse de 1 004 819 €, soit une variation de + 36.60 %.

L'Épargne nette ou autofinancement des investissements nouveaux, mesure la capacité de la collectivité à financer ses dépenses d'investissements par ses ressources propres une fois acquittée la charge obligatoire de la dette (c'est-à-dire le remboursement en capital). L'épargne nette de 2 102 191 € au 31/12/2025 est par voie de conséquence en hausse par rapport à 2024.

Le Financement propre disponible doit être comparé aux dépenses réelles d'investissement afin de mesurer le besoin résiduel de financement qui a pu être couvert par des emprunts et/ou par un prélèvement sur fonds de roulement. Ce financement propre disponible de 4 022 545 € une baisse de 1 011 939 € par rapport à 2024. Ce financement propre disponible sur l'exercice 2025 est une ressource partielle pour financer les dépenses réelles d'investissement de 7 357 968 €.

Le fonds de roulement :

Le fonds de roulement du budget principal de 2 037 282 € au 31 décembre 2025 baisse donc de 259 247 €.

b – Les ratios financiers :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1- Dépenses par habitant	845€	877€	887€	925€	978€	1 016€
2- Recettes par habitant	1 132€	1 164€	1 232€	1 276€	1 373€	1 519€
3- Produit fiscal par habitant	673€	708€	730€	764€	771€	737€
4- DGF par habitant	120€	90€	90€	90€	87€	83€
5- Effort d'équipement par ha	515€	491€	1 515€	2 903€	1 910€	1 303€
6- Dette par habitant	463€	676€	1 215€	1 717€	765€	987€

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
7- Taux Epargne nette	20,01%	18,70%	19,29%	21,90%	-13,35%	20,16%
8- Taux endettement	41,43%	58,30%	97,80%	130,96%	12,63%	57,97%
9- Autonomie financière	59,47%	61,20%	58,81%	58,22%	54,83%	48,04%
10- Taux de dépendance fina	28,05%	23,01%	21,12%	19,98%	20,04%	18,38%
11- Capacité de désendetten	1,76	2,13	3,13	4,85	4,40	1,62
12- Marge d'autofinancemen	1,25	0,88	0,93	0,94	0,97	0,80

Analyse des indicateurs financiers de la commune

L'examen de plusieurs indicateurs financiers permet de mieux comprendre la situation budgétaire et la capacité d'action de la commune.

- **Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 1 016 € par habitant**, un niveau qui reste mesuré au regard des services rendus à la population. Ces dépenses traduisent la gestion quotidienne de la collectivité : fonctionnement des équipements publics, services à la population, entretien des espaces publics ou encore actions associatives.
- **Les recettes atteignent 1 519 € par habitant**, ce qui démontre une capacité de financement supérieure aux dépenses de fonctionnement. Cette situation permet à la commune de conserver des marges pour préparer l'avenir et financer ses projets.
- **Fiscalité locale représente 737 € par habitant**. Cet indicateur permet de mesurer la contribution fiscale des habitants au financement des politiques publiques locales. Il reflète également les choix de gestion de la collectivité en matière d'équilibre entre ressources fiscales et autres recettes.
- **Effort d'équipement atteint 1 303 € par habitant**, ce qui témoigne d'un niveau d'investissement important. Cet effort traduit la volonté de la commune d'améliorer durablement son cadre de vie en développant ses infrastructures, ses équipements publics ou ses aménagements.
- **La dette s'élève à 987 € par habitant**, un niveau qui reste relativement modéré pour une collectivité territoriale. Cette dette correspond aux emprunts contractés pour financer les investissements structurants nécessaires au développement de la commune.
- **Taux d'épargne nette s'établit à 20,16 %**, un niveau particulièrement solide. Ce ratio traduit la capacité de la commune à dégager une épargne significative après remboursement du capital de la dette. Une telle performance indique que la collectivité dispose de marges financières réelles pour financer ses investissements sans recourir excessivement à l'emprunt.
- **Taux d'endettement de 57,97 %** reste dans une zone raisonnable pour une commune. Ce niveau signifie que l'encours de dette représente un peu plus de la moitié des recettes de fonctionnement, ce qui demeure généralement considéré comme soutenable dans la gestion des collectivités locales.
- **Ratio d'autonomie financière de 48,04 %** montre que près de la moitié des recettes de fonctionnement proviennent de ressources propres, principalement fiscales. En parallèle,
- **Taux de dépendance financière de 18,38 %** indique une dépendance relativement limitée aux dotations et participations extérieures, ce qui constitue un facteur de stabilité financière.
- **Capacité de désendettement, évaluée à 1,62 année**. Ce niveau est particulièrement favorable : il signifie que la commune pourrait théoriquement rembourser l'ensemble de sa dette en un peu plus d'un an et demi si elle consacrait toute son épargne brute à cet objectif. Ce ratio témoigne d'un niveau d'endettement très maîtrisé.
- **Marge d'autofinancement courant de 0,8 (soit environ 80 %)** montre que les charges de fonctionnement et le remboursement du capital de la dette absorbent une part raisonnable des recettes de fonctionnement. La commune conserve donc une marge financière permettant de financer ses investissements et d'envisager de nouveaux projets.
-

Au regard de l'ensemble de ces indicateurs, la commune présente une **situation financière globalement saine**, caractérisée par une bonne capacité d'épargne, un endettement maîtrisé et une capacité d'investissement préservée. Ces éléments traduisent une gestion budgétaire qui permet à la collectivité de répondre aux besoins des habitants tout en maintenant un équilibre financier solide